

**CULTURE** Dear Denizen : du Congo au Plateau | B 7

**ÉCONOMIE**  
Des tendances budgétaires insoutenables à long terme | B 5

**CULTURE**  
À hauteur de murale. La chronique d'Odile Tremblay | B 8



# MONDE

## ÉLECTIONS AMÉRICAINES DE MI-MANDAT

# Trump sort la carotte et le bâton

Le climat risque de s'envenimer avec la majorité démocrate à la Chambre des représentants

MARCO FORTIER  
LE DEVOIR

Le ton est donné. Une main tendue, un poing en l'air. Moins de vingt-quatre heures après avoir perdu la majorité à la Chambre des représentants, Donald Trump a prévenu les démocrates qu'il répliquerait coup sur coup à toute enquête sur ses déclarations de revenus ou sur les agissements de son gouvernement.

Sur Twitter et dans une longue conférence de presse marquée par des attaques contre les journalistes, le président des États-Unis a soufflé le chaud et le froid. Fidèle à lui-même, il a multiplié les déclarations contradictoires, en plus de congédier le procureur général des États-Unis, Jeff Sessions (voir encadré).

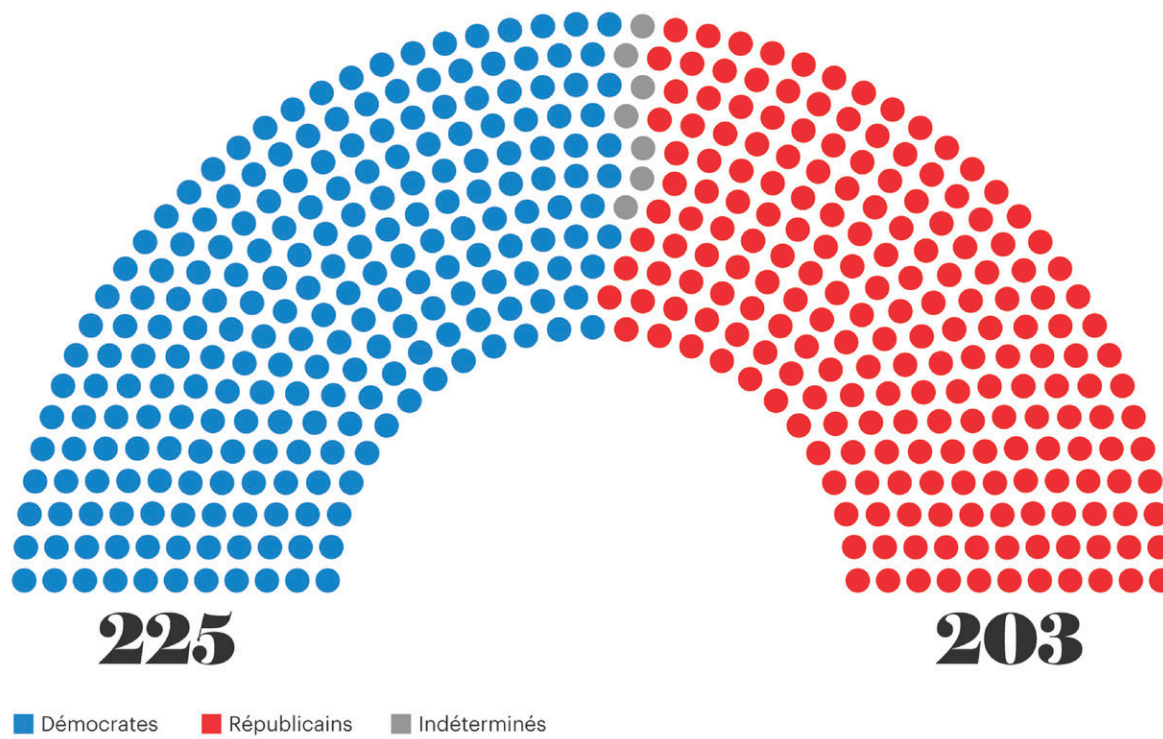
Même s'il a perdu le contrôle d'une des deux chambres du Congrès, Donald Trump a projeté l'image d'un homme galvanisé par les élections de mi-mandat, tenues mardi. « Je pense que les gens m'aiment », a-t-il laissé tomber au cours d'un point de presse épique, durant lequel il a dénoncé les médias « vicieux », « hostiles » et fabricants de « fausses nouvelles ».

La Maison-Blanche a d'ailleurs retiré jeudi l'accréditation d'un journaliste de CNN après un échange houleux avec le président, a rapporté l'Agence France-Presse.

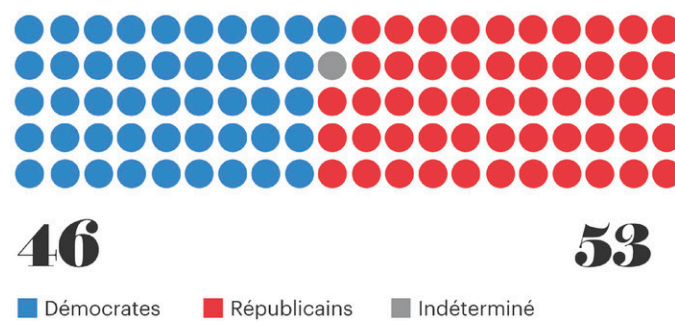
Le président estime avoir mieux fait que ses prédécesseurs lors des élections de mi-mandat, qui sont généralement l'occasion de sanctionner l'occupant de la Maison-Blanche. Trump a fait valoir que la perte de 27 sièges à la Chambre des représentants est bien moindre que celle subie par Barack Obama en 2010 (il avait perdu 63 sièges).

Les républicains ont aussi conservé leur majorité au Sénat et parmi les gouverneurs, avec des victoires déterminantes en Floride, en Géorgie, en Ohio

### Les élus à la Chambre des représentants



### Les élus au Sénat



INFOGRAPHIES LE DEVOIR

et en Iowa, notamment, a souligné Donald Trump.

Questionné sur les violences ayant marqué la campagne électorale — attentat dans une synagogue, envoi de colis piégés à des personnalités démocrates —, le président a dit espérer un apaisement du climat politique à Washington. Il affirme avoir eu l'assurance de la démocrate Nancy Pelosi, pressentie pour devenir présidente de la Chambre des représentants, que la collaboration serait au rendez-vous lors de la reprise des travaux au Congrès, au début de l'année 2019.

### La destitution en jeu

« L'heure est venue pour les deux partis de travailler ensemble et de mettre de côté la partisanerie, a lancé le président. Hier, Nancy m'a parlé d'unité. C'est ce qu'il faut faire. Je pense qu'il existe une très bonne probabilité que ça arrive. »

Fait inusité, Trump a dit appuyer Pelosi dans la course à la présidence de la Chambre des représentants. « Elle aime son pays », a-t-il dit à propos de son adversaire. L'élue californienne de longue date ne fait pas l'unanimité au sein de ses troupes, mais elle a une grande qualité aux yeux de Trump : elle a déclaré au cours des derniers jours qu'elle exclut de lancer des procédures de destitution du président — malgré ses failles et ses défauts. Elle a dit plutôt souhaiter un travail bipartisan, entre autres sur la question des infrastructures et sur les coûts des médicaments, comme l'a suggéré le *New York Times* dans un éditorial.

Donald Trump a mis en garde les démocrates contre la tentation de profiter de leur majorité dans une des deux chambres du Congrès pour régler leurs comptes avec les républicains. « Si les démocrates pensent qu'ils vont gaspiller

VOIR PAGE B 2 : MAJORITÉ

### Les résultats

Environ 114 millions de bulletins ont été déposés dans les urnes, 21 millions de plus qu'en 2014, et une vague bleue a traversé les États-Unis d'Amérique aux élections de mi-mandat du 6 novembre 2018. Tous les résultats ne sont pas encore définitifs et de seconds dépouillements restent possibles, notamment pour le Sénat en Floride, où 0,4 % des voix séparent deux candidats. Avec plus de 51 % du vote populaire, les démocrates ont gagné ou pourraient gagner 32 sièges à la Chambre des représentants. Les républicains font le plein de 47 % des voix. Les projections accordent 225 sièges à gauche contre 203 à droite et 7 postes indécis ; le contrôle majoritaire s'établissant à 218 élus. Au Sénat, les démocrates perdent au moins deux membres, pour fixer leur plein de sièges à 46, en additionnant les deux sénateurs indépendants. En gagnant ces deux postes, les républicains en sont à 51 sénateurs. Les projections finales leur en donnent 53. Au Missouri, comme aucun des candidats n'a obtenu la majorité, la loi de l'État exige un second tour, qui aura lieu le 27 novembre. Les cinquante gouverneurs de l'Union se divisent maintenant à quasi-parité, puisque les progressistes font sept gains pour former un groupe de 23 élus. Stéphane Baillargeon Le Devoir

### Le Sénat

Les élections de mi-mandat se transforment souvent en référendum sur les performances du parti et du président au pouvoir. Le plus souvent, depuis un siècle, cette évaluation se traduit par une perte de sièges dans les deux chambres et chez les gouverneurs. La Chambre des représentants a effectivement basculé vers les démocrates mardi quand ils ont réussi à arracher trente-deux districts gagnants ou donnés comme tels, la plupart situés dans les banlieues de plusieurs métropoles du nord-est du pays. En moyenne, la vague bleue de mardi a fait gonfler de dix points les voix des démocrates par rapport aux résultats de 2016. De même, les démocrates arrachent sept sièges de gouverneur pour en totaliser vingt-trois sur cinquante. Par contre, le Sénat demeure contrôlé par les républicains grâce à au moins deux gains. Cette indéniable réussite républicaine paraît particulièrement à contre-courant des habitudes aux « midterms » depuis un siècle, tous gouvernements confondus. Donald Trump a donc eu raison de se réjouir de cette performance exceptionnelle dans l'histoire de la république. « Les républicains ont considérablement dépassé les résultats précédents », a-t-il résumé mercredi dans sa conférence de presse postélectorale. Stéphane Baillargeon Le Devoir

### La diversité

Avant même leurs comptes définitifs, ces élections de mi-mandat avaient percé quelques plafonds. Par exemple, celui du nombre de femmes candidates. Et puis, celui des candidats issus des minorités religieuses ou sexuelles. Les hommes blancs hétérosexuels ne représentaient que 42 % des concurrents en lice. Les résultats vont dans le même sens avec au moins 96 femmes élues au Congrès (dont 31 nouvelles), par rapport à 85 présentes à la dissolution de la Chambre. Les victoires créent également plusieurs premières, toutes démocrates. La Chambre des représentants compte pour la première fois deux élues amérindiennes, Sharice Davids du Kansas (photo) et Deb Haaland au Nouveau-Mexique. M<sup>me</sup> Davids, ancienne championne de combats extrêmes, est aussi la première lesbienne du Congrès. L'assemblée compte maintenant deux musulmanes : Ilhan Omar du Minnesota et Rashida Tlaib du Michigan. Le Colorado élit le premier gouverneur ouvertement gai de l'Union, Jared Polis, surdoué admis à l'Université Princeton à 16 ans, qui a ensuite fait fortune dans les nouvelles technologies. Stéphane Baillargeon Le Devoir



ROBYN BECK AGENCE FRANCE-PRESSE



ZACH GIBSON GETTY IMAGES AFP



COLIN E. BRALEY ASSOCIATED PRESS

## ÉLECTIONS AMÉRICAINES DE MI-MANDAT



Le cannabis médical était déjà légal au Michigan, comme dans 29 autres États. Il l'est maintenant dans 2 États de plus.  
CARLOS OSORIO  
ASSOCIATED PRESS

# Les États-Unis divisés aussi sur le cannabis

Le Michigan a dit oui au *pot* récréatif, mais pas le Dakota du Nord

FABIEN DEGLISE  
LE DEVOIR

Divisés, les États-Unis le sont aussi sur la question du cannabis. Mardi soir, au terme des élections de mi-mandat, le Michigan est devenu en effet le dixième État, mais aussi le premier du Midwest, à légaliser la consommation du cannabis à des fins récréatives. Quelque 56 % des électeurs ont approuvé cette mesure. Un même changement de cadre légal autour de cette substance soumis au jugement des urnes au Dakota du Nord a été, pour sa part, massivement rejeté, à 81 %.

« Les faits l'ont emporté sur la peur », a dit par voie de communiqué mercredi Josh Hovey, porte-parole de la Coalition pour réglementer la marijuana comme l'alcool, un groupe de pression

qui a fait campagne dans les dernières semaines au Michigan pour que la « proposition 1 », pour la légalisation, soit adoptée lors de ce scrutin. « Les données provenant des États qui ont légalisé la marijuana ont montré que l'encadrement et la taxation sont la meilleure solution. La légalisation va mettre fin à un gaspillage de ressources judiciaires et policières pour appliquer une politique prohibitionniste qui ne fonctionne pas. Elle va produire aussi [en taxes] des centaines de millions de dollars chaque année pour pourvoir aux importants besoins du Michigan. »

Un sondage de la firme Gallup, cité par *Forbes*, indique qu'à l'échelle du pays, 66 % des Américains appuient la légalisation du cannabis. Ce niveau est le plus élevé aux États-Unis depuis un

Les faits  
l'ont  
emporté  
sur la peur

JOSH HOVEY



demi-siècle d'enquête sur le sujet.

La tendance n'a toutefois pas été perceptible au Dakota du Nord, où les électeurs ont rejeté dans une majorité écrasante la « mesure 3 » qui proposait de retirer le haschich, la marijuana et le tétrahydrocannabinol (THC) de la liste des substances illégales. Cela aurait ouvert la porte à l'usage du cannabis à des fins récréatives dans cet État. À noter que, lors des élections de novembre 2016, les électeurs de cet État conservateur ont appuyé à 64 % une proposition visant à permettre l'utilisation de cannabis à des fins médicales, aujourd'hui légale au Dakota du Nord.

La consommation d'herbe pour soigner, actuellement autorisée dans 30 États, vient également de faire son entrée dans deux autres au terme du dernier scrutin. Au Missouri, c'est « l'amend-

ment 2 » qui a reçu l'aval des électeurs, ouvrant ainsi la voie à l'usage médical du cannabis dans ce coin de l'Amérique. Une taxe de 4 % va être perçue sur ce commerce afin de financer les services offerts aux vétérans des guerres dans lesquelles les États-Unis entraînent régulièrement leurs citoyens. L'Utah a également accepté de s'ouvrir au cannabis médical, avec l'adoption de la proposition 2 qui prévoit un accès à cette substance pour des malades spécifiques et dans des conditions toutefois plus contraignantes qu'ailleurs.

Enfin, le Texas a manqué son rendez-vous avec l'histoire de la légalisation en n'élisant pas le démocrate Beto O'Rourke, qui avait fait de la décriminalisation du cannabis un élément important de sa plateforme électorale.

## « La campagne de Trump pour 2020 est lancée »

MAJORITÉ

SUITE DE LA PAGE B 1

l'argent des contribuables pour enquêter sur nous à la Chambre, on sera probablement forcés d'enquêter sur eux pour toutes les fuites d'informations classifiées, et beaucoup plus, au Sénat. C'est un jeu qui se joue à deux ! », a lancé le président à partir de son compte @realDonaldTrump sur Twitter.

La campagne est lancée

Le ton vindicatif risque de prendre le dessus rapidement sur les paroles d'apaisement, estime Christophe Cloutier-Roy, chercheur en résidence à l'Observatoire sur les États-Unis de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). « La campagne de Trump pour 2020 est lancée », dit ce spécialiste des poids et contreponds dans le système politique américain.

« Dans un monde idéal, les partis seraient capables de s'entendre pour faire avancer les dossiers, mais on n'est plus dans les beaux jours du bipartisme comme dans les années 1950 et 1960 », dit-il.

« Les blocages risquent d'aller en s'intensifiant. Les deux partis vont placer leurs pions en vue des élections de 2020. Les démocrates n'ont pas d'incitatifs à faire des faveurs au président, comme les républicains l'avaient fait pour Obama », ajoute le chercheur.

Donald Trump, en tout cas, a rappelé certains enjeux qui lui tiennent à cœur.

Comme par hasard, les démocrates s'opposent à ces engagements du président : construire un mur à la frontière du Mexique, mettre fin au droit du sol (qui accorde la citoyenneté automatique à quiconque naît aux États-Unis) et baisser les impôts de la classe moyenne, par exemple.

Même lorsqu'il avait le contrôle des deux chambres du Congrès, Trump a échoué depuis deux ans à faire adopter des projets, notamment l'annulation de la réforme de l'assurance maladie d'Obama, rappelle Christophe Cloutier-Roy. La mainmise des démocrates sur la Chambre des représentants ajoute un obstacle sur la route du président.



Donald Trump  
MANDEL NGAN AGENCE FRANCE-PRESSE

### Le ministre de la Justice congédié

WASHINGTON — Le ministre américain de la Justice, Jeff Sessions, a été poussé vers la sortie mercredi par le président Donald Trump, au lendemain des élections de mi-mandat. Le locataire de la Maison-Blanche en a fait l'annonce sur son compte Twitter, moins d'une heure après une conférence de presse au cours de laquelle il s'est engagé à travailler avec la nouvelle majorité démocrate à la Chambre des représentants. Matthew Whitaker, le directeur de cabinet de M. Sessions, a été désigné pour le remplacer jusqu'à ce qu'un candidat « permanent » soit nommé, a aussi fait savoir le président.

Jeff Sessions est dans la mire du président depuis plus d'un an. En mars 2017, cet ultraconservateur de 71 ans a refusé de se voir confier le contrôle hiérarchique du procureur spécial Robert Mueller, évoquant un conflit d'intérêts avec M. Trump. L'enquête Mueller cherche à établir s'il y a eu collusion entre la Russie et l'équipe du milliardaire républicain pour favoriser son élection à la présidentielle de 2016.

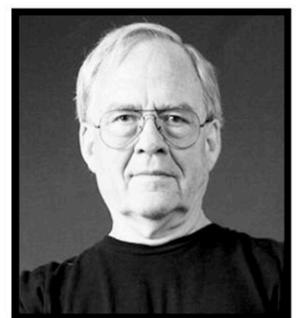
En se refusant, Jeff Sessions a délégué le contrôle hiérarchique du procureur Mueller au numéro deux du ministère de la Justice, Rod Rosenstein, qui a laissé l'ex-directeur de la police fédérale (FBI) agir à sa guise. Ce que le président n'a pas manqué de dénoncer à maintes reprises, reprochant à M. Sessions d'être incapable de le protéger de cette « chasse aux sorcières injuste ».

Avec le changement de garde à la tête de la justice opéré vendredi par M. Trump, les marges de manœuvre du procureur Mueller pourraient se réduire : Matthew Whitaker risque fort de reprendre la supervision de l'enquête Mueller, avancent plusieurs médias américains.

Cet ancien procureur fédéral a promis après sa nomination de conduire son ministère en suivant « les règles éthiques les plus hautes ». Or, dans une tribune publiée sur le site de CNN en août 2017, M. Whitaker estimait que le procureur spécial allait « trop loin » en s'intéressant aux finances du président. « En raison de ses commentaires », il devrait « se récuser », a commenté le chef des démocrates au Sénat, Chuck Schumer. Son collègue Jerrold Nadler, de la Chambre des représentants, a quant à lui dénoncé une « ingérence » du président Trump et prévenu que les démocrates pourraient lancer une enquête parlementaire dès janvier à ce sujet.

Agence France-Presse

### AVIS DE DÉCÈS



John Heward

Né à Montréal le 31 juillet 1934, John Heward, fils de Ross Wood Heward et Hillary Beall, est décédé le 6 novembre 2018.

Il laisse dans le deuil sa fille Alia Kellock Heward, son frère Ross Heward, sa sœur Prudence Morgan et leurs familles, Dov et Maya Charney et son petit-fils Zac. Il manquera tout particulièrement à Sylvia Salfie, sa partenaire bien-aimée depuis 38 ans, avec qui il a vécu une longue et profonde relation amoureuse et professionnelle.

Peintre et sculpteur de renom, John Heward fut aussi un batteur de free jazz de réputation internationale. Personnalité influente dans le développement de l'abstraction et de l'improvisation en arts visuels et en musique, il fut l'ami et le mentor de nombreux artistes et musiciens et était reconnu pour son intégrité, son engagement profond et sa grande générosité envers ceux qu'il côtoyait.

Au cours des derniers mois, ses proches et ses amis l'ont accompagné et lui ont offert présence et affection jusqu'à son dernier moment.

Nous tenons à exprimer notre gratitude la plus sincère à la Dre Élise Royer-Perron, au personnel infirmier et aux préposés pour l'excellence de leurs soins, leur soutien et leur compassion et sans qui les soins à domicile auraient été impossibles.

Conformément aux volontés de John, il n'y aura pas de funérailles ni service commémoratif, John considérait les événements artistiques et musicaux précédant son décès comme de véritables hommages qui lui furent rendus, à lui et son œuvre. Des dons peuvent être faits à Nova Montréal [www.novamontreal.com](http://www.novamontreal.com) ou 514 866-6801 ext. 226

EN BREF



LUC-HENRI FAGE / KALIMANTHROPE.COM / NATURE PUBLISHING GROUP / AFP

### La plus ancienne peinture figurative connue a été réalisée en Asie

Vieille de 40 000 ans et quelque peu énigmatique : la peinture d'un animal ornant une grotte de Bornéo vient de révéler son grand âge, devenant « la plus ancienne œuvre figurative connue ». « Nous avons daté des peintures rupestres de Bornéo et déterminé que l'art figuratif s'y est développé il y a au moins 40 000 ans », explique le Québécois Maxime Aubert de l'université australienne Griffith, coauteur de l'étude parue mercredi dans la revue *Nature*. Ce trésor avait été découvert dans une grotte de la province de Kalimantan, la partie indonésienne de l'île de Bornéo, dans les années 1990, mais seules de récentes avancées en matière de datation ont permis de déterminer son âge.

Agence France-Presse

### Cameroun : en cinq jours, 90 élèves enlevés puis libérés

YAOUNDÉ — Quatre-vingt-dix élèves d'une même école en zone anglophone ont été enlevés puis libérés en cinq jours au Cameroun après deux enlèvements distincts, des actions sans précédent dans ce pays où les régions anglophones sont en proie à un conflit armé depuis un an. L'opération militaire en vue de leur libération a été menée « aux premières heures de la matinée », mercredi, selon un communiqué de la Défense. La chronologie des événements des deux enlèvements et l'identité des ravisseurs restent floues. Depuis le début du conflit, les séparatistes ont créé un boycottage des établissements scolaires, estimant que le système francophone marginalise les étudiants de la minorité anglophone.

Agence France-Presse

### Pakistan : la chrétienne Asia Bibi a été libérée, annonce son avocat

ISLAMABAD — La chrétienne Asia Bibi, acquittée il y a une semaine après huit ans passés dans les couloirs de la mort pour blasphème, mais qui était restée incarcérée depuis lors, a été libérée, a annoncé son avocat. L'ordre d'élargissement est parvenu mercredi à la prison de Multan (centre), où elle était détenue, a indiqué un cadre pénitentiaire à l'AFP, soit une semaine jour pour jour après son acquittement par la Cour suprême, qui avait alors prononcé sa libération « immédiate ». M<sup>me</sup> Bibi, ouvrière agricole chrétienne âgée d'une cinquantaine d'années et mère de cinq enfants, avait été condamnée à mort en 2010 pour blasphème à la suite d'une dispute avec des villageoises musulmanes au sujet d'un verre d'eau.

Agence France-Presse

III YÉMEN

## Escalade des combats à Hodeïda

Les batailles au sol et les bombardements s'intensifient dans cette ville portuaire névralgique

AGENCE FRANCE-PRESSE  
À SANAA

Le chef de la rébellion au Yémen a promis mercredi de ne pas céder face aux forces progouvernementales, faisant craindre une aggravation des affrontements à Hodeïda, port stratégique où les humanitaires s'inquiètent pour les civils. Les combats au sol et les bombardements s'y intensifient depuis une semaine, et 200 combattants y ont déjà trouvé la mort.

Dans ce pays pauvre ravagé par la guerre, les forces loyales au président Abd Rabbo Mansour Hadi, avec l'aide militaire de l'Arabie saoudite voisine et des Émirats arabes unis, tentent depuis 2015 de chasser les rebelles houthis des vastes régions qu'ils ont conquises, dont la capitale, Sanaa.

La reprise aux rebelles de Hodeïda (ouest), sur la mer Rouge, serait stratégique dans la mesure où c'est par ce port que transitent près des trois quarts des importations et de l'aide nécessaire à la population.

Alors que des sources militaires yéménites ont fait état d'avancées des forces progouvernementales dans la ville, le chef rebelle a averti que ses hommes n'abandonneraient pas Hodeïda.

« Est-ce que l'ennemi pense que [...] prendre telle ou telle zone, veut dire que nous allons [...] nous rendre ou remettre le contrôle » de Hodeïda à la coalition sous commandement saoudien ? a demandé Abdel Malik al-Houthi. « Cela ne se produira jamais. »

Mercredi, les combats se sont poursuivis en périphérie sud de la ville, près de l'hôpital du 22-Mai.

La cité est soumise à un pilonnage intensif depuis près d'une semaine, alors que les forces loyalistes ont avancé dans la nuit en direction du port à pied ou à bord de pick-up.

Selon une source militaire, elles ont réalisé des « avancées » vers Hodeïda et son port, qu'elles cherchent visiblement à encercler, sous le couvert des raids des avions de combat et des héli-



**Hodeïda est soumise à un pilonnage intensif depuis près d'une semaine, alors que les forces loyalistes ont avancé dans la nuit en direction du port à pied ou à bord de pick-up.**

AGENCE FRANCE-PRESSE

coptères Apache de la coalition.

Un garçon de 15 ans est mort mercredi dans un hôpital de la ville après avoir été blessé par des éclats d'obus, selon l'ONG Save the Children.

#### La « ligne de vie » du pays

Près de 40 combattants parmi les rebelles et les progouvernementaux ont été tués ces 24 dernières heures, ont indiqué des sources médicales. Depuis l'intensification, le 1<sup>er</sup> novembre, des frappes aériennes et des opérations au sol, près de 200 combattants des deux camps au total ont péri.

Trente-cinq ONG ont lancé un appel à « une cessation immédiate des hostilités » au Yémen, où selon elles « 14 millions » de personnes sont « menacées par la famine ».

« Plus que jamais, il est urgent d'agir », écrivent dans un communiqué commun les signataires, dont la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), Action contre la faim et Médecins du monde.

« Après presque quatre ans de conflit, les Yéménites ne peuvent plus attendre. » La crise humanitaire est « la conséquence directe des restrictions sévères imposées par les parties au conflit à l'accès à la nourriture, au carburant, aux importations médicales et à l'aide humanitaire », affirment ces ONG.

« Le port de Hodeïda est vraiment la ligne de vie de ce pays », a indiqué de son côté à l'AFP Juliette Touma, responsable de la communication de l'UNICEF au Moyen-Orient.

Déjà mardi, l'organisme onusien et

l'organisation Médecins sans frontières (MSF) avaient exprimé leurs craintes quant aux bombardements qui ont visé des cibles proches de deux hôpitaux de cette ville de quelque 600 000 habitants, dont certains ont fui.

Pour Caroline Seguin, responsable des projets de MSF au Yémen, l'organisation est « réellement inquiète » d'un éventuel encerclement total de Hodeïda, qui serait « une catastrophe ».

Mirella Hodeïb, porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au Yémen, a appelé « toutes les parties à épargner les civils et les infrastructures civiles ». Elle a cité en particulier l'hôpital Al-Thawra, « l'un des plus grands de la ville », qui est très proche de la « ligne de front ».

Selon Save the Children, des barrages nocturnes ont été établis, empêchant les civils d'entrer ou de sortir de la ville.

Le CICR a demandé aux belligérants de « permettre le passage en sécurité des civils qui veulent fuir ».

#### Un bilan sous-estimé ?

Depuis plusieurs mois, la coalition antirebelles donne l'impression d'être dans une impasse militaire. Le Yémen est de fait quasiment divisé en deux, les forces progouvernementales contrôlant le sud et une bonne partie du centre, et les rebelles le nord et une bonne partie de l'ouest.

La bataille de Hodeïda a lieu au moment où Washington, allié des Saoudiens, et l'ONU cherchent à relancer le processus de paix.

Selon des analystes, la pression diplomatique pourrait avoir incité les Saoudiens à chercher à obtenir le maximum de gains militaires avant d'éventuelles discussions. En septembre, un processus de consultations prévu par l'ONU à Genève avait échoué.

Depuis 2015, la guerre a fait quelque 10 000 morts et provoqué selon l'ONU la pire crise humanitaire au monde. Mais des responsables humanitaires estiment que le bilan réel des victimes est bien plus élevé.

III DÉNUCLÉARISATION

## Les négociations entre Washington et Pyongyang font du surplace

La rencontre prévue jeudi entre Mike Pompeo et Kim Yong-chol a été reportée

FRANCESCO FONTEMAGGI  
À WASHINGTON  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Donald Trump a minimisé mercredi le report impromptu d'une importante réunion sur la dénucléarisation de la Corée du Nord, assurant avoir toujours l'intention de rencontrer Kim Jong-un, début 2019.

Ce nouveau contretemps dans les négociations sinueuses sur l'avenir de l'arsenal atomique de Pyongyang a été annoncé dans la nuit de mardi à mercredi, en pleine soirée électorale aux États-Unis : le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a reporté à la dernière minute, et sans avancer de raison, une rencontre prévue jeudi à New York avec Kim Yong-chol, le bras

droit du dirigeant nord-coréen.

Elle sera organisée « à une date ultérieure », « quand nos emplois du temps respectifs le permettront », a simplement annoncé la porte-parole du département d'État américain, Heather Nauert.

#### « Tout va bien »

Interrogé lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche mercredi, le président des États-Unis n'a pas davantage expliqué les motifs de ce report.

« Nous la ferons un autre jour. Mais nous sommes très heureux de la façon dont les choses se passent avec la Corée du Nord », a-t-il assuré.

« Tout va bien, il n'y a aucune urgence », a-t-il ajouté, vantant une fois de plus les bienfaits présumés de sa

politique de rapprochement avec le régime reclus qu'il menaçait il y a encore un an de « destruction totale » : « Les sanctions sont en place, les missiles ont cessé, les otages sont de retour à la maison. »

Mike Pompeo devait profiter de ce nouveau rendez-vous pour tenter d'arracher des progrès concrets dans le dossier épineux du désarmement nucléaire et préparer un nouveau sommet Trump-Kim.

Ce second tête-à-tête, après le premier, historique, en juin à Singapour, aura lieu « en début d'année prochaine », a promis le président américain.

À Séoul, Yang Moo-jin, professeur à l'Université des études nord-coréennes, a estimé que ce report à la dernière minute n'était « pas un bon signe ». Cela

**Mike Pompeo devait profiter de ce nouveau rendez-vous pour tenter d'arracher des progrès concrets**

« indique que les négociations n'avancent pas suffisamment bien pour permettre la tenue de la réunion », a-t-il dit.

Le gouvernement sud-coréen, très impliqué dans le réchauffement diplomatique en cours avec la Corée du Nord, a d'ailleurs jugé le report « regrettable ».

« Il n'y a pas de raison de trouver l'espoir pour l'inquiétude », a toutefois relativisé un haut responsable de la diplomatie sud-coréenne, soulignant qu'il ne s'agissait pas du premier obstacle dans les négociations.

#### Requêtes coréennes

Pyongyang, qui a cessé les tirs de missiles et essais atomiques, mais n'a jusqu'ici pris aucune mesure considérée comme irréversible pour démanteler son programme nucléaire, exige des contreparties américaines pour continuer à avancer. Notamment, un allègement des sanctions internationales, avec le soutien plus ou moins explicite de la Russie et de la Chine, ainsi que de la Corée du Sud.

Or Washington promet de maintenir la pression économique tant que la dénucléarisation ne sera pas « définitive et entièrement vérifiée ». « J'adorerais lever les sanctions, mais il faut qu'ils y mettent du leur également », a déclaré mercredi Donald Trump.

# B 4 | ÉCONOMIE

III ANALYSE

## La CAQ et la réalité postélectorale

GÉRARD BÉRUBÉ  
LE DEVOIR

François Legault met en doute les excédents calculés par le ministère des Finances et endossés par le ministre des Finances; Pierre Fitzgibbon félicite l'action du gouvernement libéral dans le sauvetage de la C Series par Airbus; les propos du même ministre de l'Économie laisseraient aussi entendre que l'« effet CAQ » pourrait ne pas se matérialiser dans un contexte de ralentissement économique pressenti après ce long cycle haussier... Le gouvernement caquiste s'ajuste à la réalité économique.

En politique, la tradition veut qu'un nouveau gouvernement arrivant au pouvoir évoque la découverte d'un « trou » dans les finances publiques laissé par son prédécesseur pour recalibrer ses promesses électorales. Devant l'évidence de l'existence d'une marge de manœuvre budgétaire confortable, le premier ministre François Legault a employé une formule atypique en contestant plutôt les calculs du ministère des Finances.

Ces chiffres avaient pourtant été rendus publics vendredi par le ministre des Finances. Éric Girard donnait alors dans la nuance deux fois plutôt qu'une et multipliait les mises en garde face à l'excédent de 3 milliards sur cinq mois alors annoncé. « Il ne faut surtout pas conclure que les revenus vont soutenir le même rythme sur un horizon de 12 mois qu'ils ont connu sur les cinq premiers mois », affirmait-il. Puis il ajoutait :

« Pour les cinq premiers mois de l'année, l'économie a été plus forte, et dans la hausse de 6,6% [des revenus], il y a certains éléments non récurrents. »

On peut, aussi, se demander s'il faut, dans l'exercice de révision, impliquer les travaux de la vérificatrice générale. Dans son rapport préélectoral publié le 21 août, Guylaine Leclerc donnait la note de passage et qualifiait de « plausibles » les prévisions de dépenses et de revenus du ministre des Finances Carlos Leitão. « Il en va de même du surplus comptable et du solde budgétaire », disait-elle. Dans le texte de *Le Devoir*, on pouvait aussi lire : « Tout le monde part avec la même base, le même cadre », a indiqué le caquiste François Bonnardel. Si la Coalition avenir Québec se voit confier le pouvoir, « on ne jouera pas dans le film 'On a trouvé un trou de 1 milliard ou de 3 milliards' », a-t-il déclaré.

En point de presse mercredi, le critique libéral parlementaire au Conseil du trésor et aux Transports, Gaétan Barrette, a tout simplement accusé le premier ministre d'inventer « des histoires comptables pour diminuer les attentes et expliquer à la population : bien, on ne pourra pas faire ce qu'on a dit qu'on allait faire ». Pour sa part, Carlos Leitão a parlé de « déclaration improvisée ». Ce rapport mensuel est produit par le ministère, il est entièrement technique, « il n'y a pas d'ingérence politique » et les méthodes comptables sont incontestables, a-t-il souligné. Il y voit une « manœuvre purement politique » pour diminuer les



attentes de plusieurs groupes qui demandent du financement, peut-on lire dans le texte de *La Presse canadienne*.

S'il a trébuché sur cet enjeu de finances publiques, le premier ministre s'est également vu servir un croc-en-jambe, à l'évidence non intentionnel, de la part du ministre de l'Économie. Critique virulent de l'intervention du gouvernement Couillard dans le dossier C Series, François Legault demandait, pas plus tard qu'en octobre 2017, à la vérificatrice générale d'évaluer la valeur marchande du placement. « M. Couillard a misé 1,3 milliard de notre argent sur cette Série C et, malheureusement, il a perdu. Si j'étais à la place de M. Couillard, je serais déçu en tabarnouche », avait-il déclaré.

Mercredi, Pierre Fitzgibbon a dit de cette transaction qu'elle avait été une

**Le gouvernement caquiste parie sur une activité économique plutôt musclée.**

JACQUES NADEAU  
LE DEVOIR

« très bonne chose ». Après une rencontre récente avec le président d'Airbus, il est convaincu que Québec va récupérer ses billes et qu'il fallait sauver Bombardier, que l'intervention de l'État était requise.

Quant à la conjoncture économique, il a souligné que l'économie du Québec se portait bien mais qu'il fallait anticiper un ralentissement, phénomène naturel après une longue phase haussière. Ce qui n'est pas sans nous ramener au cadre financier de la CAQ. En résumé, le gouvernement caquiste parie sur une activité économique plutôt musclée, avec ce long cycle haussier se poursuivant dans la durée tonifié par l'« effet CAQ », combinée à une compression noire des dépenses de l'État.

Demain est un autre jour.

## C Series : la vente à Airbus a été une « très bonne chose », selon Fitzgibbon

Le ministre de l'Économie contredit son chef, qui avait critiqué la gestion du dossier par le gouvernement libéral

CAROLINE PLANTE  
À QUÉBEC  
LA PRESSE CANADIENNE

La vente de la C Series de Bombardier au géant européen Airbus cette année a été « une très bonne chose », selon le ministre de l'Économie Pierre Fitzgibbon, qui contredit son chef.

Au prix symbolique d'un dollar, Airbus a pu acquérir 50,01% du programme de l'avion commercial, qui a coûté 6 milliards \$US à développer. Ce partenariat devait permettre de sécuriser l'accès au marché américain.

Le 17 octobre 2017, au lendemain de la signature de l'entente de principe, le chef caquiste, François Legault, avait pourtant dénoncé la mainmise d'Airbus sur la C Series en parlant d'un « jour triste pour le Québec ». Mercredi, M. Fitzgibbon a salué la transaction en la qualifiant de « très bonne chose ». En mêlée de presse, il a déclaré avoir récemment discuté avec le président d'Airbus, qui lui a dit être convaincu que l'avion rebaptisé A-220 al-

lait bien performer.

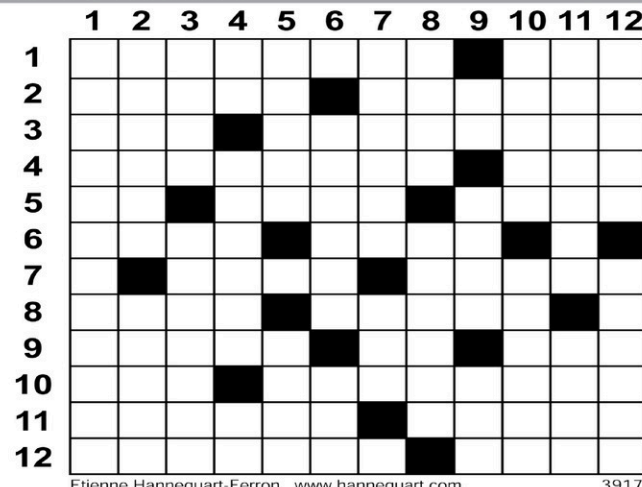
« Je ne suis pas un expert de l'aviation, mais je suis drôlement content de voir Airbus aux commandes de l'avion », a-t-il déclaré à son arrivée à la réunion hebdomadaire du cabinet.

À titre de chef de la deuxième opposition officielle, François Legault avait durement critiqué la gestion du dossier par le gouvernement libéral de Philippe Couillard. Pour sa part, le ministre Fitzgibbon a semblé féliciter le précédent gouvernement d'être intervenu à temps pour « sauver » Bombardier, même si la méthode utilisée par Québec demeure discutable, selon lui. L'intervention de l'État dans le dossier Bombardier était « requise », et le partenariat avec Airbus n'aurait pas été possible sans cette intervention du gouvernement Couillard. Il s'agit là d'un « bon exemple où le ministère de l'Économie a directement fait une ponction dans l'entreprise pour permettre de la sauver » et de maintenir un siège social au Québec.

Pierre Fitzgibbon s'est même montré optimiste quant à la possibilité que le Québec récupère un jour sa mise. À un journaliste qui laissait entendre le contraire, il a répondu, agacé : « Pourquoi vous dites ça ? » La valeur du placement a beau avoir diminué de 200 ou 300 millions, il faut analyser la transaction à long terme, selon lui. « On parle d'un avion qui va durer, quoi, 40 ans, 30 ans, je n'ai pas la réponse. Je pense qu'il faut faire attention, il faut mettre un contexte à tout ça. Quand on fait une intervention dans une entreprise, il faut se donner le temps de pouvoir l'évaluer. »

C'était de la musique aux oreilles du porte-parole libéral au trésor, Gaétan Barrette, qui a louangé mercredi la « lucidité » de M. Fitzgibbon. Tout sucre, tout miel, M. Barrette l'a remercié d'avoir eu la « transparence et la franchise » de reconnaître le bien-fondé de l'intervention du précédent gouvernement dans le dossier Bombardier, avant d'asséner : « Il vient de dire à son chef, premier ministre, qu'il s'est trompé pendant des années. »

### MOTS CROISÉS



#### HORizontalement

- Comédie de Molière, en cinq actes et en vers - Au moyen de.
- Chefs algériens - Mouvement d'haltérophilie.
- Dagobert - Principal port de Turquie.
- Laisser présager - À cet endroit.
- Marque l'intensité - Il sert de filtre - Plus de trois milliards d'habitants.
- Jeté ça et là - Cheminée.
- Connue pour ses prunes - S'oppose à l'ubac.
- Liqueur grecque - Palpée.
- Érodent - Gloussé - Vin.
- Enduit très résistant - Cérémonie des funérailles.
- Troupeau - Détruits.
- Donner l'alarme - Le petit écran.

#### VERTICALEMENT

- Récit de Gogol.
- Déclin précédant la fin - Courant.
- Traverse le Jura - Vieille interjection.

1 L E R O I L E A R A C  
2 O T E R U R B A I N E  
3 R A P E U X B I D E I  
4 E L U S E P E L E A  
5 N E T E R A L A I C  
6 Z B E R S V E L T E  
7 A C E R A T E R O  
8 C H A P E L E T M U R  
9 C A N E E L U D E E  
10 I N T R U S S A T A N  
11 O T T E E X T I R P E  
12 E I S S O R E M O T I S

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

### SUDOKU



Niveau de difficulté : DIFFICILE 4053

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

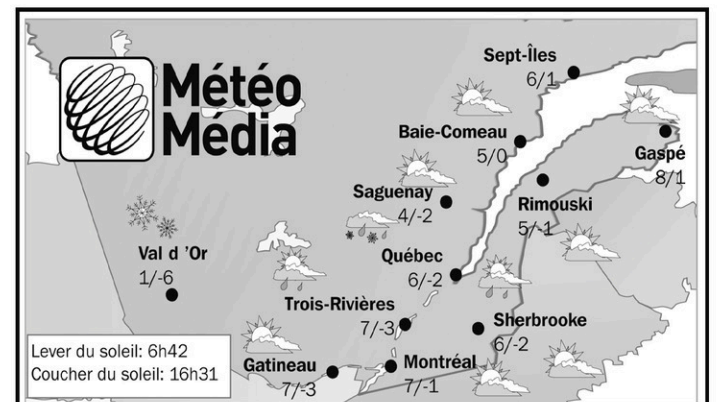
#### Solution du dernier numéro

7	8	9	2	4	3	6	1	5
1	4	6	7	5	8	9	3	2
5	2	3	1	6	9	7	8	4
9	7	5	6	1	2	8	4	3
6	1	4	3	8	7	2	5	9
8	3	2	5	9	4	1	6	7
2	5	8	9	3	6	4	7	1
4	9	1	8	7	5	3	2	6
3	6	7	4	2	1	5	9	8

4052

### SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary  
En exclusivité sur le site des Mordus  
[www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com)



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol -9/-11	Nei 1/-3	Londres	Sol 14/8	Ave 14/11
Moncton	Sol 9/1	Sol 7/2	Los Angeles	Sol 23/14	Sol 26/10
Saint-Jean	Sol 9/3	Sol 7/5	Mexico	Sol 24/13	Sol 24/13
Toronto	Sol 7/2	Plu 5/-1	New York	Sol 11/5	Ave 12/7
Vancouver	Sol 8/4	Plu 8/5	Paris	Var 12/6	Sol 15/11
Winnipeg	Var -5/-10	Sol -7/-11	Tokyo	Var 20/16	Plu 20/16

Montréal	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui	-1	5/3	5/-2	0/5
Ciel variable.	Passages nuageux.	Averses (pdp 40%).	Averses (pdp 40%).	Ciel variable.

Québec	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui	-2	5/2	3/-2	-2/-8
Averses (pdp 40%).	Passages nuageux.	Pluie ou neige (pdp 40%).	Pluie (pdp 80%).	Percées de soleil (pdp 40%).

Gatineau	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui	-3	4/2	4/-4	0/5
Ciel variable.	Passages nuageux.	Faible pluie (pdp 80%).	Pluie ou neige (pdp 40%).	Passages nuageux.

Pour que le pique-nique ne tombe pas à l'eau, accédez en tout temps à la météo.

Téléchargez MétéoÉclair sur votre téléphone intelligent.

Météo Média





La proportion des 20 à 64 ans passera de 63 % en 2011 à 51 % en 2061. Le phénomène fera exploser les dépenses en santé et plombera la croissance économique et par conséquent les revenus de l'État.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

### FINANCES PUBLIQUES

# Des tendances budgétaires insoutenables à long terme

Le vieillissement maintient le gouvernement du Québec sur la voie des déficits chroniques

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

Le gouvernement du Québec ne doit pas se laisser tromper par les surplus budgétaires attendus les prochaines années, prévient une étude. Le vieillissement de la population rend insoutenable à long terme l'actuelle trajectoire des finances publiques.

Les finances du gouvernement québécois profitent en ce moment d'une période de répit qui ne durera pas, conclut une étude de la Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke dévoilée mercredi. Promis à un surplus budgétaire annuel de presque 1 milliard en 2022 dans le rapport sur les finances publiques présenté par le ministre des Finances à la veille des élections québécoises, le gouvernement basculera en 2028 dans les déficits, qui iront en grandissant, jusqu'à dépasser 43 milliards trente ans plus tard. S'ils devaient être simplement versés à la dette, ces déficits récurrents gonfleraient la dette de l'équivalent de plus de 43 % du produit intérieur brut (PIB) en 2023 à près de 101 % en 2058. Dit autrement, il faudrait au gouvernement du Québec dès 2022 une cagnotte de 117 milliards et les intérêts qu'elle générerait pour être en mesure d'éponger les pertes chaque année.

La cause de cette dégradation est bien connue. Il s'agit du vieillissement de la

**Il ne s'agit pas d'être apocalyptique. Il est certain que les choses ne se passeront pas comme on le dit. Devant les déficits croissants, les décideurs politiques vont décider et vont apporter des corrections.**

LUC GODBOUT



population, qui devrait faire fondre la proportion des 20 à 64 ans de 63 % en 2011 à 51 %, en 2061. Le phénomène ne fera pas seulement exploser les dépenses en santé — à raison d'une croissance moyenne de 4,7 % par année de 2022 à 2058 —, mais il plombera aussi la croissance économique et par conséquent les revenus de l'État (+3,3 % par année), le poids de ces dépenses grimant de l'équivalent de 40 % des revenus en 2022 à 63 % en 2058.

Ces conclusions se démarquent radicalement de celles auxquelles parvenait, à la fin du mois de septembre, une étude du Directeur parlementaire du budget à Ottawa dans laquelle Yves Giroux estimait que le Québec était la seule province à afficher une politique budgétaire viable à long terme au Canada, au point où il pourrait se permettre d'augmenter ses dépenses ou de réduire ses impôts de l'équivalent de 1,6 % de son PIB.

Les chercheurs de la Chaire en fiscalité attribuent notamment cet écart à des différences méthodologiques et font valoir que leur approche, spécialement développée pour coller à la réalité québécoise, est la plus fiable. Ils estiment même relativement optimistes leurs hypothèses de départ, qui parient par exemple sur des gains de productivité (1 % par an) supérieurs à la moyenne des vingt dernières années (0,92 %) et presque deux fois plus grands que la moyenne depuis dix ans (0,54 %) ou en-

core sur des taux d'emploi comparables aux champions dans le domaine parmi les pays développés. Une version plus pessimiste de leurs hypothèses fait grossir la projection du déficit budgétaire de 43 milliards à 81 milliards par an en 2058, alors qu'une version plus optimiste la réduit à 11 milliards.

#### Vision à long terme

« Il ne s'agit pas d'être apocalyptique, se défend Luc Godbout, chercheur principal à la Chaire et coauteur de l'étude avec Yves St-Maurice, Matthieu Arsenau et Suzie St-Cerny. Il est certain que les choses ne se passeront pas comme on le dit. Devant les déficits croissants, les décideurs politiques vont décider et vont apporter des corrections. »

Non, le danger pour le gouvernement, dit-il, serait d'agir « en myope » et de faire comme si de rien n'était pendant les prochaines années jusqu'à ce qu'il soit directement aux prises avec le problème des déficits et se sente alors obligé, par exemple, de décréter brusquement des compressions de dépenses. « Un peu comme on a fait la dernière fois. »

Ces enjeux, disent-ils, soulèvent le problème de l'équité intergénérationnelle, c'est-à-dire la promesse que l'on est prêts à faire aux générations futures qu'elles auront droit aux mêmes services en échange du même fardeau fiscal sans voir s'enfoncer leur gouvernement dans les dettes.

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

# Des revendeurs d'accès Internet demandent l'intervention du CRTC

Ils affirment avoir payé trop cher pour l'usage des services des grands joueurs

FRANÇOIS DESJARDINS  
LE DEVOIR

Les concurrents des fournisseurs titulaires se tournent vers le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) pour améliorer leur accès aux infrastructures des grands joueurs, s'estimant lésés par un système de tarification qui aurait entraîné une surfacturation de 300 millions au fil des ans.

Selon la demande déposée par le Consortium des opérateurs de réseaux canadiens (CORC), qui inclut des noms

comme Colba, Net, Distributel, Ebox et TekSavvy, les entreprises « demeurent incapables d'offrir des services compétitifs » en utilisant les services de gros des sociétés titulaires, et ce, malgré une décision rendue en 2015 par le CRTC leur garantissant un accès.

Dans cette décision de juillet 2015, le CRTC a maintenu l'obligation qu'avaient les grandes sociétés de mettre leurs services d'accès à haute vitesse de gros à la disposition de leurs concurrents. Mais il a ajouté à cela les infrastructures de fibre optique.

Or malgré les « bonnes intentions », a

**300 millions**

Le montant de la surfacturation en jeu, selon le Consortium des opérateurs de réseaux canadiens

avancé le CORC dans un communiqué mercredi, « la décision en elle-même reposait sur un processus de tarification lacunaire » et les fournisseurs ont « surfacturé les concurrents et, au bout du compte, les consommateurs canadiens pour plus de 300 millions ». « La décision n'a pas prévu les obstacles que les grandes entreprises titulaires ont introduits pour empêcher l'essor d'un marché juste et concurrentiel. » Sans l'intervention du CRTC, ajoute le CORC, « cette situation persistera pour des années à venir ».

Selon le président du CORC, Matt Stein, également président de Distributel, la surfacturation couvre la période de 2012 à 2016. Le CRTC a constaté les failles dans le système en 2016, a-t-il dit en entrevue. « Le CRTC, qui autorise les tarifs, recevait de l'information erronée au sujet des coûts. »

Après que Bell eut porté la décision du CRTC en appel, le cabinet des ministres s'est penché sur le cas et a tranché en faveur des concurrents en mai 2016. « Cette décision [du CRTC] établit un juste équilibre entre les mesures visant à inciter le secteur privé à investir et les mesures visant à offrir aux consommateurs des choix concurrentiels », avait alors affirmé le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Navdeep Bains.

### EN BREF

#### Reprise des pourparlers à l'aluminerie ABI

Les négociations visant à dénouer l'impasse dans le conflit de l'aluminerie ABI, à Bécancour, vont reprendre sous peu, a annoncé mercredi le ministre du Travail, Jean Boulet. Un conseil de médiation sera mis sur pied afin de trouver une entente d'ici le 30 novembre, a-t-il indiqué. Après cette date, le conseil, présidé par Lucien Bouchard, devra préparer une « hypothèse de règlement » qu'il remettra aux parties une semaine plus tard. Les 1030 travailleurs syndiqués de l'aluminerie, propriété d'Alcoa et de Rio Tinto, sont en lockout depuis le 11 janvier 2018. Parmi les enjeux figurent le régime de retraite et l'ancienneté.

Le Devoir

#### La Pétrolière Impériale ira de l'avant avec Aspen

CALGARY — La Pétrolière Impériale a annoncé mercredi qu'elle irait de l'avant avec son projet de sables bitumineux Aspen, évalué à 2,6 milliards. La construction commencera cette année, et le projet devrait entrer en service en 2022. Le projet Aspen, situé à environ 45 kilomètres au nord-est de Fort McMurray, en Alberta, devrait produire quelque 75 000 barils de bitume par jour. Il utilisera une nouvelle technologie de récupération des sables bitumineux conçue pour réduire l'intensité des émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'eau. Le projet Aspen devrait créer environ 700 emplois pendant la période la plus occupée de sa construction, et plus de 200 emplois lorsqu'il sera en activité.

La Presse canadienne

#### CGI : un trimestre sur une bonne note

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre, le Groupe CGI a engrangé un bénéfice net de 293,5 millions, ou 1,03 \$ par action, en hausse de 40 % par rapport à l'an dernier. Le chiffre d'affaires trimestriel a été d'environ 2,8 milliards, comparativement à 2,61 milliards. Abstraction faite des éléments non récurrents, le bénéfice ajusté a grimpé de 12,4 %, à 309,8 millions, ou 1,09 \$ par action. Pour l'ensemble de l'exercice, la société a généré des profits nets de 1,1 milliard, ou 3,95 \$ par action, en hausse de 10,3 % par rapport à l'exercice 2017. Ses revenus ont grimpé de 6,1 %, pour s'établir à 11,5 milliards. Par ailleurs, le président et chef de la direction, George Schindler, n'a pas semblé préoccupé par le résultat des élections de mi-mandat aux États-Unis. Certains observateurs estiment que les démocrates pourraient bloquer des initiatives, notamment en ce qui a trait aux dépenses gouvernementales. CGI génère environ 13 % de ses revenus annuels grâce à des contrats décrochés auprès du gouvernement fédéral américain.

La Presse canadienne

#### Profits en hausse pour iA Groupe financier

Pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre, iA Groupe financier a inscrit un bénéfice net de 164,9 millions, ou de 1,50 \$ par action, et un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 12,2 % pour les 12 derniers mois. Il s'agit d'une hausse de 14 % sur le bénéfice de 144,9 millions, ou de 1,35 \$ l'action, comptabilisé au troisième trimestre de 2017. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice net atteint les 463 millions, ou 4,23 \$ par action, soit 21 % de plus que les 383 millions (3,57 \$ l'action) de la période correspondante de 2017. Pour l'ensemble de l'année, l'institution québécoise cible un bénéfice par action dans la fourchette 5,20-5,60 \$ et un rendement sur fonds propres entre 11 et 12,5 %.

Le Devoir

## EN BREF

### Marc Dos Santos nommé entraîneur-chef des Whitecaps

VANCOUVER — L'ancien entraîneur de l'Impact de Montréal Marc Dos Santos a été nommé entraîneur-chef des Whitecaps de Vancouver, a annoncé l'organisation de la Major League Soccer mercredi. Dos Santos occupait depuis le 12 janvier dernier le poste d'entraîneur adjoint de Los Angeles FC aux côtés de Bob Bradley. Le Montréalais a notamment mené les Deltas de San Francisco au Championnat de la Ligue nord-américaine de soccer en 2017 et a été nommé le meilleur directeur du circuit en deux occasions. Il a précédemment dirigé l'Attak FC de Trois-Rivières (2007-2008), l'Impact (2009-2011) et le Fury FC d'Ottawa (2013-2015).  
La Presse canadienne

### Trois Alouettes parmi les étoiles de l'Association Est

Trois joueurs de l'unité défensive des Alouettes de Montréal ont été élus au sein de l'équipe d'étoiles de l'Association Est de la Ligue canadienne de football, dominée par le Rouge et Noir d'Ottawa, qui a vu 11 de ses porte-couleurs récompensés. Ainsi, l'ailier défensif John Bowman, le maraudeur Branden Dozier, ainsi que le secondaire Henoc Muamba ont été inscrits sur cette formation. Il s'agit d'une huitième sélection pour Bowman, d'une deuxième pour Muamba et d'une première pour Dozier. Muamba a été nommé joueur par excellence, joueur défensif par excellence et joueur canadien par excellence de l'équipe il y a quelques jours.  
La Presse canadienne

## III FOOTBALL

## Halifax à l'offensive

### Les promoteurs d'une dixième équipe dans la LCF lancent une campagne d'abonnements

LA PRESSE CANADIENNE  
À HALIFAX

Maritime Football, le groupe souhaitant amener une franchise de la Ligue canadienne de football à Halifax, a lancé une campagne d'abonnements de saison en plus d'un concours visant à nommer cette éventuelle 10<sup>e</sup> formation du circuit.

Le commissaire de la LCF, Randy Ambrosie, était sur place pour cette annonce du groupe, qui a pour but de vérifier l'intérêt des habitants des Maritimes pour cette franchise.

Composé des ex-proprétaires des Coyotes de l'Arizona Anthony LeBlanc et Gary Drummond, ainsi que par le président de l'entreprise de camionnage AMJ Campbell, Bruce Bowser, Maritime Football souhaite obtenir une équipe d'expansion qui pourrait reprendre ses activités à Halifax à compter de 2021.

Les noms suggérés sont les Admirals, le Convoy, le Storm et les Schooners.

« Les partisans auront toutefois l'occasion de faire leurs propres suggestions, a noté Anthony LeBlanc, l'un des partenaires de Maritime Football. Nous avons établi cette liste en discutant avec les membres de la communauté, mais ça ne veut pas dire que le nom officiel en sera tiré. Peut-être serons-nous complètement soufflés par une des suggestions des partisans. »

Le nom retenu sera dévoilé le 23 novembre, pendant les festivités de la Coupe Grey.

À compter de mercredi, les gens peuvent verser 50 \$ par abonnement de saison afin de voir leur nom inscrit sur une liste prioritaire de sélection des sièges. Les partisans qui réservent ainsi leur place pourront participer au concours



**Randy Ambrosie, commissaire de la Ligue canadienne de football**

FRANK GUNN  
LA PRESSE  
CANADIENNE

lancé pour nommer l'équipe. Le commissaire Ambrosie a affirmé qu'il n'avait pas un nombre minimum d'abonnements en tête.

« Nous n'avons pas établi une fourchette d'abonnements qui indiquerait si l'opération est un succès, a-t-il dit. Nous allons nous fier à Anthony, Gary et Bruce pour nous aider à comprendre les chiffres, à les mettre en perspective. »

LeBlanc a cependant ajouté qu'il est important d'avoir une bonne base de détenteurs d'abonnements pour aider à remplir un stade proposé de 24 000 places.

« Ce chiffre est probablement artificiel, mais j'aimerais remplir la moitié des sièges. Je pense que c'est très réaliste quand on regarde l'ensemble de la ligue, a indiqué LeBlanc. Il revient à nous de bien vendre le projet, mais les partisans ont là l'occasion de participer activement à celui-ci. »

Selon LeBlanc, la construction d'un stade pourrait prendre de 18 à 22 mois. Il ne voit pas d'inconvénient à ce que la nouvelle franchise amorce son existence à Moncton, au Nouveau-Brunswick, en attendant la fin des travaux, ou encore que son entrée dans la LCF soit reportée.

« Ce ne sera pas la fin du monde si on commence un an plus tard », a-t-il admis, ajoutant qu'il n'avait pas de certitude dans le cas de Moncton. « Ce sont des discussions qui se poursuivent. »

Cette tentative d'implanter une concession de la LCF dans la principale ville des Maritimes a franchi une étape importante le mois dernier après que le conseil municipal d'Halifax eut demandé à son personnel de faire une analyse approfondie de la rentabilité d'un tel projet.

Les partenaires de Maritimes Football ont proposé l'ancienne base militaire de Shannon Park, dans le port d'Halifax, comme site pour la construction du stade, ajoutant que le projet de 170 à 190 millions de dollars nécessiterait des fonds publics.

Bien que le financement du projet puisse être le point litigieux, LeBlanc estime que le pire qui puisse arriver au projet est que son groupe « ne partage pas l'histoire et le plan » avec le public.

« Nous avons bon espoir de franchir tous les obstacles, mais non, je ne pense pas que la route jusqu'au stade se fera sans heurt. Il y aura quelques secousses en chemin. »

Ambrosie a indiqué que la Ligue est prête à accueillir une 10<sup>e</sup> équipe et qu'il souhaitait que celle-ci s'installe à Halifax. « Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour franchir ces derniers obstacles et atteindre le fil d'arrivée », a confirmé le commissaire.

## AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

téléphone : 514 985-3452  
télécopieur : 514 985-3340

Courriel :  
avisdev@ledevoir.com

**Parc Jean-Drapeau**

**APPEL D'OFFRES**

20181141PUBCO Réfection des toilettes et du bar de la salle Toundra

Les documents de cet appel d'offres pourront être obtenus par le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) à partir du 8 novembre 2018 en consultant le site Internet [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents seront obtenus au coût établi par le SEAO.

Pour toute information, veuillez communiquer avec Louise Vinh à l'adresse : [lvinh@parcjeandrapeau.com](mailto:lvinh@parcjeandrapeau.com).

**Appel d'offres public**

**Outremont Montréal**

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h, à la date ci-dessous, au Secrétariat de l'arrondissement d'Outremont situé au 543, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec), H2V 4R2 pour :

**Catégorie :** Travaux

**Appel d'offres no :** TP07/11-18

**Descriptif :** Travaux de réfection de la chaussée, des trottoirs, implantation de mesures d'apaisements à la circulation et remplacement des entrées de services en plomb sur les avenues Ducharme, Lajoie, Dunlop, Durocher, Maplewood et Duchastel dans l'arrondissement d'Outremont

**Date d'ouverture :** Le 6 décembre 2018, 14 h

**Dépôt de garantie :** 10 % du montant total de la soumission

**Renseignements :** Pour de plus amples renseignements, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse suivante : [ao.outremont@ville.montreal.qc.ca](mailto:ao.outremont@ville.montreal.qc.ca).

**Visite supervisée des lieux :** La visite des lieux est toujours recommandée, mais non obligatoire. Aucune visite supervisée des lieux par la Ville n'est prévue pour cet appel d'offres.

**Documents :** Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 8 novembre 2018.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux au Service du greffe à l'Hôtel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Les travaux du présent appel d'offres font l'objet d'une aide financière dans le cadre de la subvention sur la Protection de la prise d'eau brute de l'usine Atwater.

Fait à Montréal, le 8 novembre 2018  
Le greffier de la Ville,  
Yves Saindon, avocat

Montréal, le 8 novembre 2018  
La Secrétaire substitut de l'arrondissement  
Julie Desjardins, avocate

**Appel d'offres**

**Montréal**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
Service de l'approvisionnement

**Appel d'offres :** 18-17335

**A-56 – Service d'abattage et d'essouchement d'arbres pour l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville**

**L'ouverture des soumissions prévue pour le mardi 6 novembre 2018 est reportée au mardi 13 novembre 2018 à 13 h 30 dans les locaux du Service du greffe de l'hôtel de ville.**

Fait à Montréal, le 8 novembre 2018  
Le greffier de la Ville,  
Yves Saindon, avocat

**Appel d'offres**

**Montréal**

Service de l'eau  
Direction de l'eau potable

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant 13 h 30, à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

**Catégorie :** Travaux

**Appel d'offres :** 10283

**Descriptif :** Construction d'un bâtiment pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater

**Date d'ouverture :** Le 29 novembre 2018

**Dépôt de garantie :** 10 % de la valeur de la soumission

**Renseignements :** Pour toute question s'adresser à : Marie-Pier Simard à l'adresse courriel [dep-ao@ville.montreal.qc.ca](mailto:dep-ao@ville.montreal.qc.ca)

**Documents :** Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 8 novembre 2018.

**Visite supervisée des lieux :**  N/A. ou  Oui, obligatoire :

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux au Service du greffe à l'Hôtel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Les travaux du présent appel d'offres font l'objet d'une aide financière dans le cadre de la subvention sur la Protection de la prise d'eau brute de l'usine Atwater.

Fait à Montréal, le 8 novembre 2018  
Le greffier de la Ville,  
Yves Saindon, avocat

**Avis public**

**Montréal**

**DEMANDE DE DÉMOLITION**

AVIS est, par les présentes, donné que le comité de démolition de l'arrondissement de Villieray-Saint-Michel-Parc-Extension statuera sur trois demandes de permis de démolition pour les bâtiments portant les numéros civiques :

- 891 à 893, avenue Beaumont
- 925, avenue Beaumont

et ce, le 26 novembre 2018, à 18 h, au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal.

Toute personne désirant s'opposer à la délivrance de ces permis de démolition, doit faire connaître son opposition motivée à la secrétaire d'arrondissement. Ces commentaires doivent être transmis au bureau d'arrondissement situé au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, H3N 1M3 et ce, conformément au Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villieray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA04-14007), au plus tard le 19 novembre 2018, à 16 h 30.

Fait à Montréal le 8 novembre 2018  
La secrétaire d'arrondissement,  
M<sup>e</sup> Danielle Lamarque Trignac, avocate

**Appel d'offres public**

**Montréal**

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h, à la date ci-dessous, à la mairie de l'arrondissement située au 6854, rue Sherbrooke Est, Montréal, pour :

**Catégorie :** Travaux

**Appel d'offres :** 2018-049-P

**Réfection de l'auditorium de la maison de la culture Mercier**

**Date d'ouverture :** Lundi 26 novembre 2018 à 14 h

**Renseignements :** Monsieur Allen De Jean, agent technique en architecture au 514 868-4737

**Dépôt de garantie de soumission :** 10 % de la valeur de la soumission.

**Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin.**

**Documents :** Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 8 novembre 2018.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la mairie de l'arrondissement situé au 6854, rue Sherbrooke Est, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

**FAIT À MONTRÉAL, CE 8<sup>e</sup> JOUR DE NOVEMBRE 2018.**

La secrétaire d'arrondissement substitut  
Dina Tocheva

**Appel d'offres**

**Montréal**

Services institutionnels  
Direction gestion des projets immobiliers

**Appel d'offres :** 5977

Réaménagement de la bibliothèque de Saint-Michel pour l'implantation de la phase 3 du projet RFID et libre-service.

L'ouverture des soumissions prévue pour le 8 novembre 2018, est reportée au 13 novembre 2018, à 13 h 30, au Service du greffe de la Ville de Montréal.

Fait à Montréal, le 8 novembre 2018.  
Le greffier de la Ville,  
Yves Saindon, avocat

**Appel d'offres**

**Montréal**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
Service de l'approvisionnement

**Appel d'offres :** 18-17340 – ERRATUM

A89 – Service de gardiennage à la mairie de l'arrondissement de LaSalle

**Veuillez prendre note qu'une erreur s'est glissée dans le journal Le Devoir en date du 5 novembre 2018. Le descriptif pour l'appel d'offres 18-1340 aurait dû se lire :**

A89 – Service de gardiennage à la mairie de l'arrondissement de LaSalle

**Au lieu de :**  
A89 – Service à la mairie de l'arrondissement de LaSalle

Fait à Montréal, le 8 novembre 2018  
Le greffier de la Ville,  
Yves Saindon, avocat

**exo**

**Appel d'offres public**

Le Réseau de transport métropolitain (« exo ») demande des soumissions pour les biens ou services, ou l'exécution des travaux, suivants :

**Rénovation du bâtiment Jules Poitras**

**Numéro :** 1001788

Les documents et conditions de la présente demande sont diffusés par le site internet du système électronique d'appel d'offres, à l'adresse : [www.seao.ca](http://www.seao.ca)

PPour être valablement reçue, toute soumission doit être déposée au siège de exo, situé au 700, rue de La Gauchetière Ouest, 26<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3B 5M2, durant les heures d'ouverture de celui-ci, AU PLUS TARD LE 26 NOVEMBRE 2018 à 13h30, heure légale.

Une ouverture publique des soumissions reçues suivra au même lieu.

Exo ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Avis donné à Montréal, Québec, par :

**Martine Guimond**  
Directrice exécutive – Approvisionnement et Gestion immobilière

RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**

Suite au décès de Suzanne LEBLANC, survenu le 17 mai 2018, domiciliée au 128 boul. Perron ouest #5, New-Richmond, Qc G0C 2B0, avis est donné que la clôture d'inventaire des biens de la défunte a été fait selon la loi par Jennifer HUARD, liquidateur, en date du 5 novembre 2018 et l'inventaire peut être consulté chez le notaire Michel Bibeau au 620 De Montagne, Boucherville, Qc J4B 8N7.

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**

Avis est par les présentes donné qu'à la suite du décès de Docteur Yvan Auger, en son vivant domicilié au 1360 Robincrest, Mascouche (Québec) J7L 3S4, survenu le 17 février 2018, un inventaire des biens du défunt a été préparé par les colliquatrices de la succession, soit la Société de Fiducie privée MD et Ruth Bouchard, le 2 novembre 2018, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, au bureau de la Société de Fiducie privée MD a/s de Me Ariane Paré-Bass, notaire, 2702-1000 rue de la Gauchetière Ouest, Montréal (Québec) H3B 4W5. Donné à Montréal, ce 2 novembre 2018  
Société de Fiducie privée MD, colliquatrice de la succession

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**  
(795 C.C.Q.)

Avis est par les présentes donné qu'à la suite du décès de Lucille Pelletier, en son vivant domiciliée au 101, rue Sainte-Foy, Berthierville (Québec), J0K 1A0, survenu le 5 juin 2018, un inventaire des biens de la défunte a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés en l'étude de Me Karine Lussier, notaire au 691, rue De Montcalm, Berthierville (Québec), J0K 1A0. Donné ce 6 novembre 2018.  
Roch Baril, liquidateur

**AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS**

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.



## À hauteur de murale

ODILE TREMBLAY



Il pleuvait l'autre matin à l'inauguration de la murale-hommage de Meky Ottawa à Alanis Obomsawin dans la rue Lincoln, près d'Atwater, par l'organisme MU. Les gens s'étaient déplacés quand même. Blancs et Autochtones entassés sous la petite tente d'accueil, face au mur de briques aveugle où la belle fresque illuminait un espace urbain jadis bien terne. Même les branches d'arbre remuant au vent semblaient mieux découpées devant ce nouveau cadre.

La cinéaste abénaquise aux 51 films, qui pond un documentaire après l'autre sous l'égide de l'ONF, est le grand témoin des blessures des Autochtones comme de leur spiritualité, de leurs traditions et des combats identitaires d'une jeunesse entre deux mondes. L'éducation des enfants est le grand combat d'Alanis Obomsawin, qui, à 86 ans, n'en finit plus de viser les lendemains.

La voici vingtième à trôner sur les parois de la ville à travers la série « Les bâtisseurs culturels » de MU, parmi les Leonard Cohen, Janine Sutto, Dany Laferrière, Michel Tremblay, Dominique Michel et d'autres grands artistes de Montréal morts ou vifs.

On la voyait tout émue de se retrouver si grande et si haute dans ce quartier qu'elle habite depuis 50 ans. Il fut un temps où Alanis Obomsawin en bavait comme Amérindienne d'Odanak transplantée à 10 ans à Trois-Rivières avec sa famille. Les moqueries, le harcèlement à l'école. Une « Sauvagesse », pensez donc ! On le lui fit bien voir. Alors, un mur désormais à son effigie... Mieux qu'une médaille, cette vitrine permanente offerte aux passants.

Certaines voix avaient contesté en amont une mise en candidature destinée uniquement aux artistes autochtones pour broser cette murale, mais ça a permis à Meky Ottawa d'y semer des motifs puisés à sa culture. Et ont-ils tant d'occasions de peindre la ville aux couleurs de leurs peuples, les artistes des Premières Nations ?

La jeune Attikamek native de Manawan, avant le coup de pouce de Rafael Sottolichio pour l'exécution, a eu l'idée de placer une couronne de broderies des plantes médicinales aquatiques et terrestres autour de la tête de la cinéaste, reproduite à partir d'une photo de jeunesse d'Alanis (également musicienne et chanteuse) tenant un tambour. Une de ces plantes fait référence au fameux canot d'écorce de Césaire Newashish, ancien chef de Manawan, immortalisé dans le documentaire de Bernard Gosselin en 1971 : « Pour qu'on ne coule jamais, nous, les Autochtones », précisait Meky Ottawa.

En fond de scène : une nuit étoilée où les constellations de la Grande Ourse et de la Petite Ourse symbolisent des légendes que la grand-mère de l'artiste lui contait. Un bas-relief montre la cinéaste au milieu d'enfants dans une cour d'école. La murale est harmonieuse, mystérieuse et délicate comme Alanis.

### Mémoire urbaine

L'art de rue a métamorphosé le visage de la métropole depuis une douzaine d'années. Notre ville hirsute, longtemps vouée surtout aux graffitis entre corniches et surfaces planes de bâtiments industriels, est devenue une sorte de galerie aux quatre vents, avec portraits d'artistes et œuvres d'imagination pure surgies au détour d'une ruelle. L'engouement mondial pour l'art urbain a trouvé ici un parfait terrain d'élection, meilleur apport du nouveau millénaire pour orner et animer le visage citadin.

Le Festival MURAL, créé en 2012, d'abord consacré aux œuvres éphémères, lègue à Montréal des fresques d'artistes venus des quatre coins du monde, en explosion de créativité. Mais c'est d'abord à l'organisme de charité MU qu'on doit l'omniprésence de cet art public à travers les quartiers excentrés comme au cœur de la cité. *The Tower of Songs*, portrait géant de Cohen rue Crescent, bientôt illuminé la nuit, est une des icônes de la ville.

Cofondatrice de MU en 2007, Elizabeth-Ann Doyle, ancienne du Cirque du Soleil, avait eu à Philadelphie, foyer de la peinture murale, la vision de Montréal en musée à ciel ouvert. Depuis, des artistes montréalais sont mis à contribution dans 95 % des cas pour des œuvres à portée surtout sociale. Cent dix d'entre elles ont poussé dans le giron de MU. Il en viendra d'autres.

« Elles apportent de la couleur et de la vie, me dit Elizabeth-Ann Doyle, en plus de raconter notre histoire aux générations montantes et aux nouveaux venus. D'ailleurs, plus ça va, plus on mesure l'impact de ces fresques-là dans l'espace urbain. Il y a moins de vandalisme autour des murales, les gens plantent des fleurs, la Ville installe des poubelles. On sent une fierté... »

Je la sentais percer, cette fierté-là, au moment du dévoilement de la murale d'Alanis Obomsawin. Pour la quatrième fois, une fresque de Montréal célèbre l'apport des premiers peuples à travers MU. La métropole est une mosaïque de fragments composites, messagers de visions culturelles multiformes. Et tant mieux si nos murs affichent autant d'histoires différentes et de formes d'art pour les évoquer.

### À LIRE

La critique de Christophe Huss du concert des *Suites de Bach* interprété par le violoncelliste Jean-Guihen Queyras et celle de Mélanie Carpentier du spectacle de danse *Territoires* par Lucie Grégoire à lire sur toutes nos plateformes numériques

# Radio-Canada restructure sa direction de l'information

Dominique Poirier effectue un retour chez le diffuseur public

PHILIPPE PAPINEAU  
LE DEVOIR

À son 101<sup>e</sup> jour en poste, la directrice générale de l'information de Radio-Canada, Luce Julien, a dévoilé des « changements importants » à la structure de direction qu'elle chapeaute. Elle y met entre autres l'accent sur l'innovation numérique et sur une meilleure cohésion entre les différentes plateformes du diffuseur public.

Dans un message détaillé envoyé aux employés mercredi, M<sup>me</sup> Julien, qui a succédé à Michel Cormier en mai après avoir occupé le poste de rédactrice en chef du *Devoir*, a annoncé un changement de garde pour une dizaine de postes clés de l'information.

« Oui, j'ai retouché à tout, je voulais une portée de gestion très claire. Je veux mettre en valeur l'innovation numérique partout. Je veux renforcer la collaboration », a-t-elle résumé.

### « Un trio fort »

Au cœur de la refonte, il y a une nouvelle structure de tête. Sous la première rédactrice en chef Ginette Viens se trouvent désormais Sébastien Perron, qui chapeautera toute la radio et la balado, ainsi que l'ancienne journaliste et animatrice Dominique Poirier, qui ef-

fectue un retour à Radio-Canada après avoir été déléguée du Québec à New York puis commissaire aux relations internationales à la Ville de Montréal.

M<sup>me</sup> Poirier sera directrice du déploiement journalistique des nouvelles et planifiera la couverture de l'actualité régionale, nationale et internationale.

Au lieu de multiplier les postes appelés dans le jargon des « premières directions », Luce Julien a donc préféré « bâtir un trio fort » qui pourra mieux travailler main dans la main et penser à toutes les plateformes de Radio-Canada. « C'est une structure qui n'a jamais existé telle qu'elle est là », assure-t-elle.

Parmi les autres nominations, notons celle de Crystelle Crépeau à la première direction de l'info numérique, de Sylvain Schreiber à la direction des affaires publiques et de Paule Genest comme première directrice d'ICIRDI. Cette dernière aura « la mission complexe de piloter le chantier qui assurera la pérennité de la chaîne », selon Luce Julien.

Un effort particulier sera aussi mis sur la gestion des ressources humaines, un enjeu complexe à Radio-Canada.

« Mais ma structure est vraiment basée sur la complémentarité de l'équipe. Je suis allé chercher les forces de chacun »,

explique Luce Julien, qui a passé l'essentiel de sa carrière à Radio-Canada.

Il est fréquent de voir des journalistes quitter le métier pour les relations de presse ou la politique. L'inverse est plus rare, toutefois. Dominique Poirier voit-elle un enjeu éthique à son retour à l'information ?

« Là où il faut faire attention, c'est que je n'ai jamais été en politique. J'étais fonctionnaire. J'étais dans la stratégie des ministères, dans les stratégies de la Ville de Montréal aux relations internationales, mais je n'étais pas dans les cabinets, je n'ai jamais eu une approche partisane des choses par rapport à la politique », dit M<sup>me</sup> Poirier, qui a quitté son poste dans l'administration montréalaise il y a un an.

Si elle estime qu'il a été bénéfique pour elle de prendre ses distances du monde de l'information, elle est consciente que les choses ne se font plus de la même manière qu'il y a dix ans. « J'ai vu la transformation qui s'exerce sur l'information [...] Et de façon plus fondamentale, je ne suis pas insensible aux attaques frontales qu'on exerce sur la profession de journaliste en général. Il y a péril en la demeure. Ma contribution sera bien humble, mais c'est ce que je souhaite aussi faire, défendre notre métier de journaliste. »



Pendant 12 semaines, Jean-François Caissy s'est immiscé dans la formation d'une cinquantaine de civils pour l'armée canadienne.

MARIE-FRANCE COALLIER LE DEVOIR

### III RIDM

## Premières armes : de civils à militaires

ALICE ZANETTA  
LE DEVOIR

Entraînements militaires, sacrifices et discipline sont au cœur de *Premières armes*, le nouveau documentaire de Jean-François Caissy. Pendant douze semaines, le réalisateur s'est immiscé dans la formation d'une cinquantaine de civils en voie d'intégrer les Forces armées canadiennes.

Après avoir abordé les thèmes de la vieillesse (*La belle visite*) et de l'adolescence (*La marche à suivre*), Caissy poursuit, avec *Premières armes*, sa série de documentaires autour des différentes étapes cruciales qui jalonnent une vie.

Dans ce troisième volet — sélectionné comme ses deux précédents dans plusieurs festivals, dont la Berlinale, Camden et les Hot Docs —, c'est l'heure du choix : celui d'une carrière.

En quête de nouveaux défis ou par amour pour leur patrie, ces jeunes conscrits venus de tous horizons font leurs premiers pas dans le monde adulte, où ils tentent de se faire une place.

« J'aurais pu faire un film sur le fait d'être jeunes parents avec toutes les responsabilités qui nous tombent dessus à ce moment-là. Mais lorsqu'on est jeune, j'ai plus l'impression qu'on at-

tend de nous de choisir un métier, de trouver une place dans la société. Alors, après quelques recherches m'est venue l'idée de la formation militaire », explique Jean-François Caissy.

Une manière plus simple selon le cinéaste — qui préfère ne pas s'enfermer dans la case de documentariste — de vulgariser cette transition entre l'adolescence et l'âge adulte.

« Ces jeunes-là ne sont évidemment pas représentatifs, mais quand ils s'engagent, on leur demande d'acquiescer très rapidement une maturité, de prendre en charge des responsabilités et de faire partie d'un groupe... C'est ce qu'on demande à tous à cette étape-là d'une vie. »

### La patrie avant soi

*Premières armes* nous transporte dans un environnement rigide et hors du temps. Le Collège militaire royal de Saint-Jean est un microcosme régi par ses propres lois. Un cadre idéal pour le réalisateur, qui choisit, intentionnellement, de ne jamais orienter ses films pour se laisser surprendre par le déroulement du tournage.

« Cette formation de douze semaines était parfaite pour moi, parce que les jeunes allaient vivre et apprendre ce métier tous ensemble de manière in-

tensive », précise Caissy, qui a eu carte blanche pour filmer les coulisses hermétiques du milieu militaire.

Intensif, ce le fut aussi de son côté. Dix heures de tournage par jour, quatre à cinq fois par semaine, et accompagné du talentueux Nicolas Canniccioni — son acolyte de toujours, qu'il compare affectueusement à « une paire de vieilles pantouffles ».

Petit à petit, les recrues intègrent les normes militaires et se transforment sous nos yeux en véritables soldats. Un métier qui exige l'effacement de ses intérêts personnels au profit de l'esprit de corps et de la collectivité. « Le Canada, [c'est] avant soi-même », crie en rappel un instructeur à l'un des jeunes.

### Des rituels pour composer

« Je ne pars jamais avec une idée en tête, insiste l'artiste indépendant. Je n'ai pas de réponse à ma quête et cela me laisse de l'espace pour créer. »

Même s'il ne suit pas de fil rouge lors de ses captations, Jean-François Caissy avoue avoir besoin d'une ritualisation dans son sujet pour anticiper la réalisation. Une routine que l'on retrouve dans chacun de ses quatre documentaires.

Connu pour sa composition millimétrée, quasi mathématique, le photographe de formation admet que « c'est le seul contrôle » qu'il a sur son film.

Il ne fait pas de narration ni d'entrevues, il observe simplement le quotidien d'une collectivité.

### Premières armes

De Jean-François Caissy, Canada, 106 minutes. Présenté dans le cadre des RIDM, le 9 novembre à 20 h 30 et le 12 novembre à 18 h 00 à la Cinéma-thèque québécoise.